

IL RENONCE... À LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE...

Dans la mesure où, en dehors de DELORS, il n'existe, en France, aucun homme politique capable d'assumer pleinement la politique voulue par le vichyste François MITTERRAND, le renoncement du papa de Martine AUBRY marque, d'une certaine manière, une fracture avec les deux derniers septennats.

Comme on dit... Après les choses ne seront pas tout à fait comme avant et on peut espérer que le combat pour la démocratie reprenne force et vigueur.

Mais la reconquête sera difficile et longue. Les dégâts sont considérables. Quand on songe, qu'on n'en est réduit à considérer les salariés comme de simples «ressources»... humaines!! que l'on peut gérer à «flux tendu», ce qui entraîne nécessairement la production de déchets dont on doit également assurer la gestion, on ne s'étonnera pas de voir le Président du C.N.P.F. et Martine AUBRY tenter d'y parvenir en créant la sainte «FACE» ou plus exactement la sainte FARCE destinée à se pencher (charitablement) sur le sort des «exclus».

Mais tout ceci est loin d'être improvisé et DELORS Martine et GANDOIS ne sont finalement que les instruments dociles de la hiérarchie catholique. C'est pourquoi l'étude de Jo. SALAMERO me semble particulièrement bien venue..

ÉCRASONS L'INFAME...

Alexandre HÉBERT.

Jacques DELORS, adhérent du *Parti Socialiste*, l'homme qui a déclaré: «J'étais fait pour devenir permanent de la CFDT ou haut fonctionnaire, pas pour la politique. Je n'aime pas la politique» (1) et dont on voudrait nous persuader qu'il serait «social démocrate», notamment dans l'ouvrage recueil d'entretiens: «L'unité d'un homme» (2).

La preuve, il a adhéré «dès l'âge de quatorze ans à la pré-J.O.C.» pour se préparer «au militantisme dans la Jeunesse Ouvrière Chrétienne». Il sera également membre des «Compagnons de France», association constituée pour soutenir la «révolution nationale» de VICHY.

Se disant opposé aux occupants, ce mouvement nous est présenté par Jacques DUQUESNE (3):

«Le mouvement a adopté un style à la fois inspiré du scoutisme et de l'armée: sa structure - il est divisé en cités et bailliages, Commanderies, Pays et Provinces - trahit la nostalgie du Moyen Age et de la Chevalerie, et elle est significative de la réaction "antimoderne" fréquente dans la France de VICHY; il cultive la mystique du chef; il est enfin très étroitement lié à l'État, qui le finance et intervient dans le choix de ses dirigeants. "Notre âme, lit-on dans une de ses publications, "Métier de Chef", est la Révolution Nationale. Elle a un chef le Maréchal, et une ébauche de charte: ses messages aux Français". La "religion du Maréchal" est très célébrée dans les rassemblements "Compagnons".

La Révolution Nationale, pour eux, signifie d'abord le refus du capitalisme et de la démocratie libérale. Ils rejettent celle-ci parce que son image est liée à celle de la défaite de juin quarante, et que son individualisme leur paraît destructeur. Ils rejettent du même mouvement le gaullisme qui leur paraît être une tentative de résurrection de ce passé.

(1) Jacques Delors, Gabriel Milési, Belfond, 1985.

(2) «L'unité d'un homme» J.Delors - D. Wolton, Éd. Odile Jacob.

Parce qu'ils croient en la valeur de la personne, ils repoussent aussi la tentation fasciste et totalitaire. Ils accrochent au passage le mot "communauté", très utilisé par le nouveau régime, d'autant plus facilement qu'Emmanuel MOUNIER est, dans les premiers mois, leur conseiller et l'un des collaborateurs de leur journal. "Notre conception du monde, écrit Guillaume de Tournemire, consiste à introduire le primat de l'intérêt de la communauté sur l'intérêt des particuliers, à restaurer dans les esprits et dans les cœurs le souci du bien commun supérieur et antérieur à celui des individus.

Nous sommes éducateurs parce que nous sentons le devoir de donner aux générations nouvelles des réflexes communautaires».

Période particulièrement instructive que celle de la «*Révolution Nationale*», à laquelle la hiérarchie catholique collabora activement, trouvant là l'occasion de réaliser en France l'édification de l'ordre corporatiste, la fameuse «*troisième voie*» entre le socialisme et le capitalisme «*sauvage*».

A la même période, René ALASRAKI, qui était assis à côté de moi en classe de 6^{ème}, portait une étoile jaune. Un après-midi, les gendarmes français, sont venus le chercher. Je ne l'ai jamais revu.

A la même période, Juan PEIRO, anarchiste, militant responsable de la C.N.T. d'Espagne, est arrêté par la Gestapo qui le livre aux franquistes. Les responsables de la *Phalange espagnole*, qui savaient reconnaître les compétences, lui ont proposé de collaborer à l'édification de l'ordre nouveau, de «*l'État national-syndicaliste*», au nom de la lutte contre le communisme et contre le capitalisme. Il a refusé: ils l'ont fusillé.

Deux, parmi des millions d'autres, victimes de la barbarie national-socialiste.

Qu'on ne vienne pas nous chicaner à propos de l'âge, à l'époque, de nombreux hommes politiques d'aujourd'hui: «*ils étaient jeunes, et ne savaient pas*» ... «*leur éducation, leurs familles ne permettaient pas qu'ils soient entraînés ailleurs*».

Admettons, quelques instants, cet échappatoire... Il n'en reste pas moins vrai que pour la plupart d'entre eux, y compris pour J. DELORS, malgré le temps écoulé, et les connaissances acquises, il n'y a pas la moindre condamnation du régime de VICHY. Rien, pas un mot de regret! Cherchez et recherchez dans le livre programme de DELORS, vous ne trouverez rien. Au contraire.

Ils assument...

«Je suis resté moi-même. J'ai la même philosophie de l'existence qu'à l'âge de vingt ans, les mêmes référents fondamentaux» (4).

Reconnaissons donc à DELORS une qualité, celle de la fidélité aux «*référents fondamentaux*» de la hiérarchie catholique, dont la fonction, entre autres, est de combattre l'idée même du socialisme, et d'instaurer un ordre social opposant à l'individu, au citoyen, la «*personne humaine*» organisée dans ses communautés.

Ce sera une des plus grandes réussites de l'église catholique d'avoir, en y mettant le temps, pénétré, investi la social-démocratie, pour enfin la contrôler, c'est-à-dire en fait la détruire. Et ce sera une des plus grandes tentatives d'escroquerie morale et intellectuelle d'essayer de convaincre la classe ouvrière, et plus largement l'ensemble des citoyens, que le programme politique de la hiérarchie catholique est compatible avec la social-démocratie.

La fidélité delorienne continuera à s'exprimer par l'adhésion à «*VIE NOUVELLE*», association issue du scoutisme, fortement orientée par le personnalisme communautaire d'Emmanuel MOUNIER. Ce sera ensuite l'adhésion à la C.F.T.C. puis à la C.F.D.T., qui sont, comme chacun sait, des modèles d'organisations syndicales indépendantes.

C'est sans doute au nom de l'indépendance syndicale qu'il écrit dans le «*NOUVEL OBSERVATEUR*» en avril 1977:

La gauche au pouvoir jouera la concertation entre l'état, les syndicats et les entreprises pour la définition d'objectifs communs qui feront l'objet d'accords tripartites couvrant tous les aspects sociaux et économiques».

(3) Jacques Duquesne: «*Les Catholiques Français sous l'occupation*», Graddet, 1986.

(4) Opus cité page 31

La Subsidiarité...

Sa conception du «socialisme» continue de se manifester en 1979 dans un ouvrage intitulé «Dieu existe, oui» (5) dans lequel «le recours de la gauche» en 1995 s'exprime ainsi :

«A l'intérieur du PS, il y a plusieurs sensibilités chez les adhérents se réclamant de la foi chrétienne. Et c'est pourquoi ils sont présents dans toutes les motions présentées au congrès de METZ. Si l'on voulait trouver le plus grand commun dénominateur à ces chrétiens, je dirai ils attachent beaucoup d'importance au principe de subsidiarité».

Le principe de subsidiarité, élément fondamental de la doctrine sociale de l'Église catholique, support politique sur lequel est articulé le traité de MAASTRICHT, principe éminemment totalitaire, est rappelé par l'encyclique «*Quadragesimo anno*» en 1931.

«Que l'autorité publique abandonne aux groupements de rang inférieur le soin des affaires de moindre importance où se disperserait à l'excès son effort; elle pourra dès lors assurer plus librement, plus puissamment, plus efficacement les fonctions qui n'appartiennent qu'à elle, parce qu'elle seule peut les remplir: diriger, surveiller, stimuler, contenir, selon que le comportent les circonstances ou l'exige la nécessité. Que les gouvernants en soient donc bien persuadés: plus parfaitement sera réalisé l'ordre hiérarchique des divers groupements selon ce principe de la fonction de subsidiarité de toute collectivité, plus grandes seront l'autorité et la puissance sociale, plus heureux et plus prospère l'état des affaires publiques».

1931! Nous sommes en pleine période de développement fasciste en Europe. C'est dans la même encyclique que le pape fait l'éloge des syndicats fascistes mussoliniens:

«(...) Récemment, ainsi que nul ne l'ignore, a été inaugurée une organisation syndicale et corporative d'un genre particulier. L'objet même de notre encyclique nous fait un devoir de la mentionner et lui consacrer quelques réflexions opportunes.

L'État accorde au syndicat une reconnaissance légale qui n'est pas sans conférer à ce dernier un caractère de monopole en tant que seul le syndicat reconnu peut représenter respectivement les ouvriers et les patrons, que seul il est autorisé à conclure les contrats ou conventions collectives de travail. L'affiliation au syndicat est facultative, et c'est dans ce sens seulement que l'on peut qualifier de libre cette organisation syndicale, vu que la cotisation syndicale et d'autres contributions spéciales sont obligatoires pour tous ceux qui appartiennent à une catégorie déterminée, ouvriers aussi bien que patrons, comme sont aussi obligatoires les conventions collectives de travail conclues par le syndicat légal.

Les corporations sont constituées par les représentants des syndicats ouvriers et patronaux d'une même profession ou d'un même métier et, ainsi que de vrais et propres organes ou institutions d'État, dirigent et coordonnent l'activité des syndicats dans toutes les matières d'intérêt commun.

Grève et lock-out sont interdits; si les parties ne peuvent se mettre d'accord, c'est l'autorité qui intervient».

Ce n'est pas par hasard que le fascisme et la subsidiarité sont vantés, recommandés, dans le même texte pontifical. C'est au contraire d'une logique implacable. L'un est nécessaire à l'autre: la subsidiarité, consistant à faire exécuter par des supplétifs ce que l'autorité centrale a décidé, a nécessairement besoin de syndicats intégrés, devenus de simples rouages de l'État, obéissant (et payés pour cela) à ces exigences et à celles des gouvernements.

C'est exactement le contraire de la démocratie et c'est en toute logique que notre «socialiste» DELORS a pu dire le 28 août 1992 à QUIMPER, aux adversaires du traité de MAASTRICHT:

«Ou vous changez de discours, ou vous abandonnez la politique. Il n'y a pas de place pour un tel comportement dans une démocratie évoluée».

Celui que Lionel JOSPIN qualifiait, il y a quelques semaines «d'hypothèse principale» pour la gauche, félicitait le pape en octobre 1988 pour sa prestation devant le *Parlement européen*, en des termes dépourvus d'ambiguïté.

«Il ne faut pas oublier que ma génération a été confrontée avec l'athéisme contemporain porteur lui aussi de valeurs de générosité. Et je le dis avec force: s'il y a aujourd'hui déclin de ces valeurs, c'est autant la faute des croyants que des non-croyants. Durant cette période, l'Église de France, injustement critiquée, a

(5) «Dieu existe, oui» - Christian Cabanis, Stock.

(6) «Le Monde», 11/10/1988.

fait preuve d'humilité et de capacité d'écoute des autres. Rappelez vous cette déclaration - une référence pour moi - des évêques de France en 1982 *«pour de nouveaux modes de vie»* (6).

La déclaration en question, émane du *Conseil permanent de l'épiscopat* et concerne la situation économique et sociale; publiée le 27 septembre 1982, elle est la charte d'action que l'Église réussira à imposer aux gouvernements successifs, qui la réaliseront avec beaucoup de constance.

L'idéologie de la pauvreté

Cette déclaration, programme politique complet, confirme d'ailleurs la permanence de la doctrine sociale de l'Église, et les évêques l'exprimeront dans ce texte de 1982 en précisant notamment que:

«Les chrétiens voudront être à l'avant garde pour susciter des convictions et des modes de vie qui rompent de manière décisive avec une frénésie de consommation épuisante et sans joie...

L'un des moteurs efficaces de la consommation a été, pour chacun, le vif désir d'atteindre le niveau de vie de la catégorie sociale jugée immédiatement supérieure à la sienne.

Le besoin de consommation ainsi stimulé a fait naître parfois, pour anticiper sa satisfaction, la course aux emprunts entraînant la pratique excessive du cumul des emplois.

La croissance continue a entraîné des pratiques inégalitaires. Des groupes catégoriels ont su s'organiser pour obtenir des avantages contractuels ou légaux garantis indéfiniment.

Le sentiment illusoire qu'il resterait des surplus à partager entre tous a engendré un système de protection sociale tellement complexe qu'il est parfois inaccessible aux plus démunis. Étendu à l'indemnisation du chômage, il est futilement altéré par des abus».

C'est l'honneur de *«F.O. HEBDO»*, organe officiel de la C.G.T.F.O., d'avoir été, à l'époque, la seule publication confédérale à dénoncer cette orientation rétrograde (7).

Jacques DELORS a décidé de ne pas être candidat à l'élection présidentielle. Militant du personnalisme communautaire, il aura tout loisir, à d'autres postes de responsabilités aussi - sinon plus - efficaces que celui de Président de la République, de continuer sa politique antiouvrière.

Nous laisserons à d'autres le soin d'ergoter sur les raisons de ce refus. Si nous devons nous en tenir à cet aspect du débat, peut-être argumenterions-nous sur un certain mépris (ou un mépris certain?) du suffrage universel, ou sur la volonté de donner le coup de grâce à ce qui reste du P.S., pour aller vers la constitution d'un parti encore plus corporatiste (ce qui n'est pas peu dire!) ou encore sur la démonstration que les vrais décisions se prennent ailleurs qu'à l'Élysée, dans une société totalement soumise aux diktats du F.M.I. et de la Banque Mondiale, dont la construction européenne est un des aspects.

Les grenouilles qui voulaient un roi

Ce qui nous importe aujourd'hui à nous, militants de l'indépendance de classe, c'est de constater que la *«gauche»*, toute la gauche, annonce qu'elle souhaitait, implorait cette candidature, confirmant ainsi qu'elle arrive au terme de sa décomposition.

Ce constat doit nous conforter dans notre volonté de continuer à participer, à notre façon, au regroupement politique indépendant de la classe ouvrière.

Autant nous sommes convaincus qu'une élection présidentielle n'est pas le cadre approprié pour y contribuer, autant nous pensons qu'à partir de la définition d'objectifs clairement établis, il est indispensable que les militants ouvriers fidèles à leur classe, se regroupent pour des actions précises, avec comme préoccupation, la reconstruction du mouvement ouvrier.

Une des conditions étant qu'il ne peut y avoir, en aucune façon, et sous aucun prétexte, la moindre concession au catholicisme, qui demeure l'expression la plus achevée du totalitarisme et qui s'oppose, fondamentalement, à toute idée de transformation sociale par le socialisme.

C'est pourquoi, en opposition résolue aux partisans de la Charte du Travail qui avancent de plus en plus à visage découvert, il faut nous rassembler.

En ce sens, la défense résolue de l'indépendance de nos syndicats, donc de la *Charte d'Amiens*, prend, aujourd'hui plus que jamais, toute sa valeur.

Jo. SALAMERO.

(7) *«F.O.HEBDO»*, Marc Blondel, 8/10/1982.

DRÔLE DE «SYNDICAT»...

On nous a parfois reproché notre attitude vis-à-vis de la C.F.D.T. que nous n'avons jamais considéré comme un syndicat mais, plus précisément, comme une sorte de «*tiers-ordre*» de l'Église catholique.

J'avais autrefois choqué Gilbert Declercq (ancien secrétaire général de l'U.D.CFDT 44) en écrivant qu'à la C.F.D.T., «*derrière la phrase gauche se dissimulait un syndicalisme de dame patronnesse*».

Sans fausse modestie, je suis en droit de considérer que les événements m'ont largement donné raison. Mais j'avoue que j'aurais eu du mal, malgré tout, à imaginer la démarche du syndicat C.F.D.T. P.T.T. des Yvelines... Après leur démarche, il ne reste plus qu'à jeter les «*meneurs des syndicats démagos*» dans des camps de concentration!!! et la CFDT, tel l'*Arbeitsfront*, serait enfin reconnue.

Voici la lettre que «*l'Équipe France Télécom*» de ce curieux syndicat a envoyé à la Direction Régionale des P.T.T. de St-Quentin en Yvelines.

Versailles, le 16 décembre 1994,

Objet: Dépôt d'un préavis de grève,

Monsieur le Directeur,

Par la présente, le Syndicat C.F.D.T.-P.T.T. 78 dépose un préavis de grève contre le personnel de France Télécom de la DR St Quentin en Yvelines.

Cette grève couvrira les mandats en CPSI, Commissions Mixtes et autres réunions où nous serons conviés.

Cette grève a pour motifs:

- Colère contre les responsables de France Télécom 78. Ils se sont donnés les moyens d'avoir les interlocuteurs qu'ils méritent.

- Incapacité du personnel à voir les enjeux réels de cette élection.

- Avoir préféré les syndicats «*démagos*» aux syndicats qui ont participé à la réforme des reclassifications

Cette grève couvrira l'ensemble des responsables C.F.D.T. Télécom 78 et rentre en effet à compter du 19 décembre 1994 jusqu'au 02 janvier 1995.

Pour la C.F.D.T. P.T.T.78,

L'équipe France Télécom: GRIVET Jean - ORSEAU Claude - MERCIER Christine.

Grève contre le personnel «*incapable de voir les enjeux réels de cette élection*»... On croit rêver!

CONGRÈS ANNUEL DU PARTI DES TRAVAILLEURS

4 déc. 1994

Le *Parti des Travailleurs* inscrit son action dans la continuité de la *Première Internationale* et présente l'originalité de reconnaître, en son sein, l'existence des courants traditionnels de la classe ouvrière.

Lors de son dernier congrès, Maïthé Boyadjis est intervenue en tant qu'anarcho-syndicaliste. Nous publions ci-dessous l'intégralité de son intervention.

Chers camarades,

Je m'exprime en tant que militante anarcho-syndicaliste mais, bien entendu, je n'ai pas la prétention d'exprimer et encore moins de définir une quelconque orthodoxie anarchiste ou anarcho-syndicaliste.

Comme vous le savez, j'appartiens à un groupe qui s'appelle «*l'Union des Anarcho-Syndicalistes*» dont

tous les militants ne sont pas membres du Parti des Travailleurs mais qui estiment que le rapprochement des différents courants authentiques du mouvement ouvrier est une nécessité.

C'est d'ailleurs un vieux problème et, au moment où nous allons commémorer le centenaire de la C.G.T. et publier des documents d'époque, on pourra constater que les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, se trouvaient déjà posés il y a un siècle.

Je pense qu'actuellement le PARTI DES TRAVAILLEURS doit situer son action à partir de la nécessité absolue de l'indépendance de classe des organisations ouvrières.

Je vous ai dit qu'il y avait des analogies avec ce que l'on a connu il y a un siècle. Il me faut néanmoins compléter le propos afin qu'aucun malentendu ne subsiste entre nous.

Il y a un siècle, la Troisième République était une démocratie bourgeoise parlementaire qui permettait à la classe ouvrière, en tant que classe, de s'organiser politiquement. Aujourd'hui, nous sommes dans un système bonapartiste fondé sur l'appel au peuple, autrement dit le plébiscite qui prétend, au nom du bien commun, contester le droit pour les citoyens de s'organiser d'une manière autonome pour la défense de leurs intérêts particuliers.

Depuis toujours, nous avons condamné les institutions de la V^{ème} République, de même que nous avons condamné les institutions «communautaires» de l'Europe Vaticane.

En dehors de toute considération électoraliste, cela devrait dicter la conduite à tenir par rapport aux élections aux différentes instances de l'État bonapartiste et plus particulièrement l'élection présidentielle au suffrage universel.

Je pense que notre parti ne saurait tirer aucun profit d'une participation à ces élections, si ce n'est d'épuiser nos camarades dans une action vaines et dans une campagne financière onéreuse.

Le problème est le même et si j'ose dire aggravé avec le "Parlement européen" qui n'est qu'une caricature de Parlement.

Il nous faudrait envisager notre implantation, nécessaire pour la vie d'un parti, au niveau des collectivités locales ou territoriales, les seuls endroits où subsiste encore un reste de démocratie.

Notre implantation dans les communes pose d'ailleurs des problèmes redoutables dans la mesure où, dans l'état actuel des choses, nous n'avons pas les moyens d'espérer nous implanter en prétendant présenter des listes composées uniquement de militants du Parti des Travailleurs.

Je voudrais aussi rappeler la position traditionnelle des anarcho-syndicalistes sur le problème des rapports Partis-Syndicats. D'ailleurs, un des quatre points de la charte reprend cette position en affirmant la nécessité de l'indépendance réciproque.

En 1893, Jules Guesde, fraîchement élu député, s'écrie:

«L'élection de dimanche est une véritable révolution, le commencement de la révolution qui fera de vous des hommes libres ... Le jour où, marchant dans votre voie, s'inspirant de votre exemple, les autres circonscriptions feront sortir triomphant des urnes le Parti Ouvrier et son programme, c'en sera fini de la misère et de la servitude, qui pèsent sur le travail et en font un enfer. Légalement, de par votre volonté devenue loi, la transformation sera accomplie» (fin de citation).

Plus d'un siècle s'est écoulé depuis cette profession de foi. On sait ce qu'il en est advenu, le Parti de Jules Guesde, devenu un parti social-chrétien a porté à la présidence de la République un François Mitterrand, c'est-à-dire un admirateur de Philippe Pétain, partisan du régime de Vichy, détenteur de la Francisque qui s'apprête à nous proposer un autre fieffé réactionnaire, le dénommé Jacques Delors, un des instigateurs de la C.F.D.T.

L'histoire a, hélas, confirmé les craintes exprimées par Pelloutier, lorsque dans la «Lettre aux Anarchistes», il écrivait:

«Je crains donc qu'un enthousiasme pareil ne s'empare également des syndicats et des agglomérations de syndicats et ne détermine une partie d'entre eux à se remettre inconsidérément sous le joug politicien»...

... et proposait de militer dans le «Parti corporatif» opposant aux promesses électorales «une besogne syndicale obscure mais féconde».

Vous voudrez bien m'excuser d'avoir été un peu longue, mais à un moment où la lutte des classes reprend ses droits, à un moment où, demeurant fidèles à nos origines, nous souhaitons reconstruire un parti ouvrier digne de ce nom en fondant son action sur la seule défense des intérêts ouvriers, il me semble nécessaire qu'en toute fraternité mais aussi en toute franchise et lucidité, nous tirions les leçons du passé pour préparer l'avenir.

M.Thé. BOYADJIS

MEILLEURS VOEUX...

UNION NATIONALE DES SYNDICATS de L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE de la RECHERCHE et des INDUSTRIES CONNEXES UNSENRIC C.G.T.F.O. (Fédéchimie)

Saclay, le 04 Janvier 1995,

Chers(es) camarades,

L'année qui vient de s'achever aura été marquée par des attaques, sans précédent, contre les acquis sociaux de la classe ouvrière, conquis par la lutte des classes, avec comme point d'orgue, la mise en application de la sinistre loi quinquennale.

En 1995, malgré les surenchères «*sociales*» de certains candidats à la présidence de la république, il n'y aura pas de pause, bien au contraire.

FORCE OUVRIÈRE plus que jamais, sera le seul rempart contre ceux qui veulent entraîner les travailleurs sur un terrain où ils ont tout à perdre et qui consisterait, entre autre, à partager leur salaire pour conserver leur emploi. Les faits ont démontré que cette idéologie du partage, non seulement, ne créait pas d'emploi, mais en plus, ne le garantissait pas à ceux qui avaient consenti au sacrifice pour le conserver.

Proposer le choix entre salaire et emploi découle d'une idéologie réactionnaire profitable aux seuls tenants des richesses, c'est-à-dire du capital.

Le chômage n'est pas une fatalité, il est voulu et planifié par les mêmes tenants des richesses et du capital aidés en cela par le F.M.I et la Banque Mondiale.

En ce sens, le «*pacte social*» proposé par les élites bien pensantes n'est qu'une vaste fumisterie, consistant à vouloir faire jouer aux syndicats un rôle qui n'est pas le leur, celui du consensus, ce qui est totalement incompatible avec l'indépendance syndicale.

Attention! Tout le monde ne refuse pas le rôle, les marchands d'illusions ont des bouffons bien formés, aussi à l'aise côté cour que côté jardin, le théâtre de leurs opérations se déroule aussi bien dans les plus hautes sphères de l'État que dans les ateliers, les bureaux, les labos.

Leurs pitreries n'amuse que les gogos, ces bouffons consensuels du syndicalisme moderne ne sont que danger pour la démocratie.

Alors, oui, il n'est pas toujours facile pour nous, militants FORCE OUVRIÈRE, de militer, de se faire entendre en revendiquant, de faire de meilleurs résultats aux élections professionnelles, parce que nous avons le «*gros défaut*» de vouloir rester nous-mêmes, mais n'est-ce pas là notre principale qualité!

En refusant d'entrer dans la spirale du consensus et du corporatisme, nous sommes le grain de sable dans la mécanique des partageux, de tous ces «*bienfaiteurs*» de l'Humanité dont les maîtres mots sont rigueur et austérité, synonymes d'exclusion et misère.

Ne négligeons surtout pas les dangers qui menacent notre organisation, y compris de l'intérieur ou des métastases partageuses ont fait leur apparition.

Lorsqu'un grain de sable coince la mécanique, il faut l'éliminer. Ne nous faisons pas d'illusions, comme à l'accoutumé, nous allons être la cible privilégiée des réactionnaires de tous bords.

A cela, nous opposerons nos conceptions «*archaïques*» héritées du mouvement ouvrier, celles du syndicalisme de contre poids libre et indépendant dont le rôle consiste à représenter et à défendre les intérêts spécifiques des travailleurs quel que soit le pouvoir en place.

L'UNSENTRIC conformément à ses résolutions, à celles prises lors du dernier Comité National de la Fédéchime «*intensifiera la pression pour développer la mobilisation*»:

- sur les salaires,
- pour la défense de la Protection Sociale Collective,
- contre la loi quinquennale et pour son abrogation.

L'UNSENTRIC VOUS ADRESSE SES MEILLEURS VŒUX POUR 1995.

Jean-Claude LOËW.

«*L'ANARCHO-SYNDICALISTE*»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.
